

# **REPUBLIC DEMOCRATIQUE D'AFGHANISTAN**

## **MINISTERE DE LA JUSTICE**

### **Le Journal Officiel**

Editeur : A. Ghatar Giramy

Assistant : Roggul Noory

Issue No. (469)

Date : 21 Décembre 1980

## **LA LOI SUR LA PROTECTION DES BIENS HISTORIQUES ET CULTURELS**

Traduit de Dari / Pachtou en Français par :

Ahmad-Junaid Sorosh-Wali

Consultant

UNESCO

# LA LOI SUR LA PROTECTION DES BIENS HISTORIQUES ET CULTUELS

## CHAPITRE I

### PRINCIPES GENERAUX

Article 1<sup>er</sup> : Les biens historiques et culturels d'Afghanistan appartiennent au peuple afghan et constituent la manifestation de sa participation positive à l'évolution du patrimoine culturel de l'humanité entière.

La protection des biens historiques et culturels est le devoir de l'Etat et du peuple de la République Démocratique d'Afghanistan.

Article 2 : Les biens historiques et culturels au sens de la présente loi sont :

i- Tout produit, meuble ou immeuble de l'œuvre humaine qui a une valeur historique, scientifique, artistique exceptionnelle et a au moins cent ans.

ii- Les biens qui ont moins de cent ans mais qui, de par leur valeur scientifique, artistique et culturelle, sont reconnus comme devant être préservés.

Article 3 : La valeur scientifique, artistique et culturelle des œuvres mentionnées à l'alinéa ii de l'article 2 est déterminée par le Comité Archéologique et entre en vigueur après le visa du Ministère des communications et de la culture.

Article 4 : Aux fins d'étude et de recherche des biens historiques et culturels, est institué un comité dénommé Comité Archéologique.

Le Comité Archéologique est composé de :

- Deux archéologues aux compétences scientifiques au choix du Ministère des communications et de la culture.
- Un membre du musée aux compétences scientifiques, choisi par le ministère de la culture et des communications.
- Un historien, membre de l'Académie des sciences, choisi par le Directeur de l'Académie des sciences.
- Le Directeur de l'Archéologie comme le Directeur du Comité.

Article 5 : En cas de doute sur l'authenticité d'un bien historique et culturel, la voix du Comité Archéologique est prépondérante.

Article 6 : L'Institut Archéologique a l'obligation d'étudier et d'inventorier la totalité des monuments et sites historiques, d'en déterminer les limites et d'en rassembler les références historiques.

Nul ne peut, sans l'obtention d'une autorisation de l'Institut Archéologique, construire dans le périmètre cadastré ou autoriser autrui à construire.

Article 7 : Tout bien historique et culturel meuble ou immeuble découvert ou enfoui en Afghanistan est propriété de l'Etat.

Article 8 : Le propriétaire du sol ne peut se prévaloir du droit de propriété pour s'approprier des biens découverts ou enfouis ou décider de procéder à des fouilles.

Article 9 : Lorsque les municipalités, les établissements d'urbanisme de construction d'habitation, les chantiers d'adduction et autres établissements publics ou privés sont confrontés à des biens d'importance historique et culturelle, lors de la construction, de l'agrandissement et l'argumentation de leurs chantiers, ils doivent arrêter les travaux et informer l'Institut Archéologique.

Article 10 : Lorsque la poursuite des travaux du chantier met les biens culturels ou leur site en péril, le chantier est suspendu jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée pour leur sauvegarde.

Article 11 : Les modifications dans la structure d'un monument de valeur historique cadastré est interdite sans l'autorisation de l'Etat. Pour la protection de tels monuments, l'Etat prend les mesures adéquates.

Article 12 : Le Comité Archéologique fixe et attribue des récompenses à ceux qui aident l'Etat à la découverte des biens historiques et culturels.

## CHAPITRE II

### LES BIENS HISTORIQUES ET CULTURELS IMMEUBLES

Article 13 : Les biens historiques et culturels immeubles sont cadastrés après la délibération du Comité Archéologique et le visa du Ministère de la culture et des communication et pour l'information du public, le cadastre est publié dans les journaux officiels. L'Institut Archéologique doit attribuer au bien historique et culturel une immatriculation et en envoyer une copie aux municipalités et provinces concernées.

Article 14 : Les lieux saints ou les monuments historiques qui sont cadastrés comme des biens historiques et culturels restent à la détention du propriétaire, de l'Administration des cultes, de l'Institut Archéologique ou de l'autorité administrative locale. Dans ce cas, la personne ou l'administration a l'obligation de la sauvegarde de ces biens et prend conseil, pour la sauvegarde de leur authenticité, auprès de l'Institut Archéologique.

Article 15 : L'inhumation de corps, le forage de puits, canaux et douves; les travaux de carrières par explosion, la construction de fours, la conduite de véhicules de transports ou toute autre opération aboutissant à la destruction ou à l'endommagement d'un bien historique et culturel, à l'intérieur du périmètre cadastré d'archéologie est interdite sans autorisation de l'Institut Archéologique.

Article 16 : En cas de besoin, et après le visa du ministère de la culture et des communications et avec l'approbation du Conseil des ministres, l'Etat peut préempter des biens historiques et culturels immeubles et des sites appartenant aux particuliers, en contrepartie d'un prix équitable.

Article 17 : Concernant les biens historiques et culturels meubles, une revendication basée sur la possession, même de longue date, ne peut constituer la preuve de la propriété.

Article 18 : Le découvreur d'un bien historique et culturel immeuble ou le propriétaire du sol ou l'usufruitier sur la nue propriété duquel un tel bien a été découvert, doit informer de cette découverte, dans un délai d'une semaine dans les zones urbaines et dans un délai de deux semaines dans les zones rurales, le responsable administratif local qui en informe l'Institut Archéologique sans délai.

De tels biens sont reconnus comme la propriété de l'Etat.

Contre un prix équitable, L'Etat préempte le sol et les immeubles qui y sont situés ou qui en font partie.

Article 19 : Lorsqu'un bien historique et culturel immobilier comprend des Biens historiques et culturels mobiliers, ces derniers sont également propriété de l'Etat. Et en application de l'article 12 de la présente loi, une récompense adéquate est octroyée à leur propriétaire.

Article 20 : L'Institut Archéologique peut étudier, dessiner, photographier l'ensemble des biens Historiques et culturels immobiliers et en prendre des moulages. A cet effet, le propriétaire de tels biens doit prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter ces opérations.

Article 21 : Le transfert de propriété des biens historiques et culturels immobiliers cadastrés est possible un mois après la notification à l'Institut archéologique. La notification comprend l'identité et la photocopie de l'acte de vente du nouveau propriétaire.

Article 22 : Les biens historiques et culturels immeubles domaniaux sont inaliénables.

## CHAPITRE III

### LES BIENS HISTORIQUES CULTURELS MOBILS

Article 23 : Les biens historiques et culturels meubles détenus par les personnes physiques ou morales avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont répertoriés. A cet effet, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi et dans un délai de trois ans, les propriétaires de tels biens ont l'obligation d'en informer l'Institut Archéologique à Kaboul et les Directions de la culture et des communications dans les provinces. Ainsi, la propriété des personnes sur de tels biens sera préservée.

Article 24 : Les directions de la culture et des communications doivent, dans un délai de quinze jours, envoyer à l'Institut Archéologique l'inventaire des biens qui leur sont soumis aux fins d'enregistrement. Et dans un délai de trois mois L'Institut Archéologique doit leur renvoyer la copie de la cadastre.

Article 25 : Le découvreur d'un bien historique et culturel mobil doit en informer, dans un délai d'une semaine, l'Institut Archéologique, et dans un délai de deux semaines, en informer les musées ou les Bureaux de Conservation des Monuments des Directions de la culture et des communications ou la direction administrative la plus proche.

Article 26 : L'Institut Archéologique jouit du droit de préemption lorsqu'il sent le besoin de se porter acquéreur d'un bien historique et culturel immobilier. En cas de désaccord avec le propriétaire du bien, l'Institut peut saisir la justice.

Article 27 : Aux fins d'étude, de dessin, de photographie, de moulage ainsi que pour un usage scientifique ou technique, L'Institut Archéologique peut demander les biens historiques et culturels mobiliers cadastrés détenus par des particuliers et, à l'issue des recherches, les restituer à leurs propriétaires dans un délai raisonnable.

Article 28 : Par l'intermédiaire de l'Institut Archéologique, les biens historiques et culturels détenus par les particuliers peuvent être mis à la disposition des chercheurs, qui ont obligation de citer le nom du propriétaire des biens comme référence principale de leurs travaux.

Article 29 : Le propriétaire des biens historiques et culturels mobiliers a l'obligation d'informer l'Institut Archéologique de tout changement de lieu de conservation des biens susmentionnés.

Article 30 : Les personnes physiques ou morales qui disposent des biens historiques et culturels mobiliers cadastrés, ont l'obligation de les conserver selon les recommandations de l'Institut Archéologique.

En cas d'endommagement du bien, du fait de la négligence de son propriétaire, l'Institut Archéologique peut réparer ce bien de façon scientifique et technique et demander au propriétaire les frais de cette réparation.

En cas d'incapacité prouvée du propriétaire à conserver le bien, l'Institut Archéologique peut acheter ce bien contre un prix équitable. En cas de désaccord sur le prix, l'Institut Archéologique peut recourir à la justice.

Article 31 : La vente et l'appropriation des biens historiques et culturels mobiliers cadastrés sont interdites aux étrangers. Toute personne souhaitant vendre à un citoyen afghan un bien mobilier cadastré a l'obligation d'en informer préalablement l'Institut Archéologique avec l'indication de l'identité de l'acquéreur. En cas de refus de l'Institut Archéologique d'acheter les biens, le propriétaire peut les vendre à une tierce personne.

Article 32 : Les conservateurs des biens historiques et les employés de l'Institut Archéologique n'ont pas le droit de posséder et d'acheter des biens historiques et culturels.

## CHAPITRE IV

### LES FOUILLES ARCHEOLOGIQUES

Article 33 : Le droit de procéder à des fouilles pour la découverte des biens est réservé à l'Institut Archéologique. Aucune autre direction officielle, institution privée ou particulier ne peut, même sur son propre sol procéder à des fouilles archéologiques sans une autorisation délivrée conformément la présente loi.

Article 34 : L'Institut Archéologique peut, à leur demande et après le visa du Conseil des ministres, octroyer des licences de fouilles à des institutions scientifiques afghanes ou étrangères. Cette licence n'est pas cessible.

Article 35 : L'Institution requérante d'une fouille doit présenter à l'Institut archéologique un formulaire contenant des informations suivantes :

- I. L'objet de la prospection et le programme du travail.
- II. L'indication et la délimitation du lieu de fouilles



### III. La présentation de l'identité complète des membres de la délégation archéologique.

Article 36 : La licence est délivrée seulement pour une localité déterminée ou pour une région individualisée.

Article 37 : La validité de la licence est de 5 ans maximum. L'institution requérante ne peut, sans autorisation préalable de l'Institut Archéologique, reporter les fouilles à plus d'un an.

La durée du report des fouilles est comptabilisée dans la durée de la convention.

En cas de suspension des travaux survenue à cause d'événements constituant un obstacle à la poursuite des travaux, ou si les fouilles ne peuvent être achevées dans la période fixée en raison du volume du travail, la prolongation de la durée des fouilles peut s'effectuer sur la base de conventions séparées.

Article 38 : Le président et les membres de la délégation des fouilles sont officiellement présentés à l'Institut Archéologique et ne peuvent être remplacés ou substitués sans l'autorisation préalable.

Article 39 : La délégation des fouilles a l'obligation de respecter les lois, les us et coutumes et les habitudes du pays ou de la région des fouilles.

Article 40 : La réparation de tout dégât causé dans le sol où les fouilles s'effectuent est à la charge de la délégation Archéologique.

Article 41 : Pour l'importation de matériaux, équipements scientifiques techniques et véhicules de transport de ses besoins, la Délégation Archéologique est exonérée de paiement de droits et taxes douaniers à condition d'évacuer la partie non utilisée ou de la céder gratuitement à un organisme public.

Article 42 : L'Institut Archéologique se réserve le droit de surveiller et de contrôler toutes fouilles et prospections archéologiques. En absence de représentant de l'Institut Archéologique, l'organisme partenaire n'a pas le droit de procéder à des fouilles ou à des prospections.

Article 43: Les fouilles doivent être réalisées à l'aide de méthodes et d'outils scientifiques les plus modernes.

Article 44 : La Délégation des fouilles a l'obligation de prendre toutes les mesures techniques pour la préservation du site jusqu'à l'expiration du contrat.

Article 45 : La Délégation Archéologique a l'obligation de présenter dans un délai de 6 mois après la fin de chaque cycle de fouilles, les rapports préliminaires contenant le plan, le croquis, la photographie, le dessin et l'inventaire des biens découverts.

Article 46 : Les informations relatives aux résultats des fouilles et l'avancement du chantier à l'issue d'un cycle de fouilles peut être publiées par la Délégation Archéologique.

Article 47 : Tous les biens découverts lors des prospections et des fouilles appartiennent à l'Etat.

Article 48 : La protection du site des fouilles et le transfert des biens découverts pendant la durée du contrat, sont à la charge de l'organisme contractant. Tous les biens mobiliers découverts sont livrés à l'Institut Archéologique.

Article 49 : L'exportation provisoire des biens découverts, demandée par la Délégation des fouilles étrangère, aux fins de recherche, réparation et nettoyage, en cas d'absence d'instruments scientifiques et de laboratoires spécialisés à l'intérieur du pays et afin de compléter les informations et leur diffusion, est subordonnée à l'autorisation du Comité Archéologique et au visa du ministre des communications et de la culture.

Article 50 : Sans l'autorisation de l'Institut Archéologique, la Délégation de fouilles ne peut transférer, aux fins d'études, les biens découverts appartenant à ses fouilles hors le bureau central de la délégation.

Article 51 : Tout droit de publication des résultats des recherches scientifiques des fouilles et des prospections est réservé à la Délégation des fouilles. La Délégation des fouilles a l'obligation de publier ses études finales dans un délai de cinq ans après la fin des fouilles sous le titre de biens historiques et culturels d'Afghanistan. A l'expiration du délai de 5 ans, la Délégation perd le monopole de publication.

Article 52 : La Délégation des fouilles a l'obligation de remettre gratuitement à l'Institut Archéologique, 50 exemplaires de toutes ses publications telles que les rapports préliminaires, les rapports finaux, les articles et les textes relatifs aux fouilles et aux études.

Article 53 : Les conditions de la résiliation du contrat des fouilles sont explicitement fixées dans le contrat par les cocontractants.



## CHAPITRE V

### LES MUSEES

Article 54 : L'institution et l'administration des musées aux fins de préservation et réparation des biens culturels et leur utilisation scientifique est le devoir de l'Etat. Toutefois, ce principe ne fait pas obstacle à la possession conformément à la loi, de tels biens et leurs collections par les personnes physiques et morales.

Article 55 : En Afghanistan, les musées se divisent en trois catégories :

1. Le musée national situé dans la capitale
2. Les musées locaux dont le nombre et la situation sont fixés par le Comité Archéologique en accord avec le ministère des communications et de la culture.
3. Les musées spécialisés institués, sur proposition des ministères et des institutions concernées et après la délibération du Conseil des ministres.

Article 56 : Tous les biens de première importance scientifique et artistique et les biens dont il existe un seul exemplaire en Afghanistan sont conservés et exposés au Musée National. Les autres biens historiques et culturels dont il existe plusieurs exemplaires sont conservés au musée local de la région où ces biens ont été découverts. La répartition des biens découverts et préexistants entre les musées du pays est effectuée par le Comité Archéologique avec le concours des directeurs des musées nationaux et locaux.

Article 57 : A l'exception du cas prévu par l'article 56 de la présente loi, sans besoin impérieux et sans la délibération du Conseil des ministres, le transfert du musée national ou une partie de ses collections de leur emplacement déterminé vers un autre lieu est interdit. Sous la surveillance du Comité Archéologique, le transfert des collections doit s'effectuer dans les meilleures conditions pour leur conservation contre le vol, la destruction et autres endommagements et les meilleures conditions doivent être réunies pour leur conservation dans le nouvel emplacement.

Article 58 : En cas de besoin impérieux, le transfert des collections du musée local s'effectue sur le fondement de la délibération commune du directeur des Communications et de la culture et le directeur de l'Education nationale, et conformément à l'article 57 de la présente loi.

UNESCO Cultural Heritage Laws Database  
(Copyright and Disclaimer apply)

## CHAPITRE VI

### LE COMMERCE DES BIENS HISTORIQUES ET CULTURELS

Article 59 : En application des principes de la présente loi, nul ne peut procéder au commerce des biens historiques et culturels, sans l'obtention du permis de commerce des biens historiques et culturels délivrés par l'Institut Archéologique.

Article 60 : Le commerce des biens qui, au sens de la présente loi, ont une valeur historique et culturelle est autorisé à condition que ces biens aient été enregistrés et inventoriés.

Article 61 : Les personnes désireuses de faire le commerce des biens historiques et culturels, doivent, en vue de l'obtention du permis de commerce, présenter à l'Institut Archéologique le formulaire contenant les mentions suivantes : i) Identité complète du requérant, ii) le titre et le lieu de commerce.

Art 62 : Le permis de commerce est délivré pour une période de validité de trois ans renouvelable. Le permis n'est pas cessible.

Art 63 : Le permis de commerce des biens historiques et culturels est octroyé aux personnes ayant la nationalité afghane et jouissant de leur capacité juridique totale.

Article 64 : Le titulaire du permis de commerce des biens historiques et culturels a l'obligation de procéder à la vente de ces biens seulement aux points mentionnés dans le permis. Le titulaire du permis peut toutefois acheter ces biens sur tout le territoire.

Article 65 : Le commerçant des biens historiques et culturels a l'obligation de : i) procéder à l'affichage du permis sur le lieu de commerce ; ii) ne déposer aucun bien non inventorié dans un lieu autre que celui mentionné dans le permis pour une période de plus d'un mois ; iii) inscrire toutes les transactions des biens historiques et culturels sur le registre remis par l'Institut Archéologique contre un prix déterminé ; iv) soumettre au contrôle de l'inspecteur tous les biens historiques et culturels qu'il a en sa possession lors de l'inspection par le représentant de l'Archéologie.

Article 66 : Le Comité Archéologique peut prendre les photographies ou le moulage de tous les Biens historiques et culturels qui se trouvent dans le cabinet de commerce.

Article 67 : Le Comité Archéologique a la compétence, en cas d'infraction commise aux principes de la présente loi par le commerçant, de retirer le permis. Le commerçant, en cas de désaccord peut recourir à la justice.

Article 68 : Le permis retiré en application de l'article 67 n'est pas renouvelable(ne peut être régularisé). Dans ce cas le commerçant a six mois pour liquider les biens qu'il a à sa disposition ou de les adjoindre à sa propriété.

Article 69 : Le permis de commerce des biens historiques et culturels est délivré contre six milles Afghanis. En cas de renouvellement, seulement 25 % du prix est dû. En cas de perte du permis, un duplicata est délivré contre mille Afghanis.

Article 70 : Lors de l'inventaire des biens historiques et culturels, l'Institut Archéologique peut acquérir, contre un prix équitable, tout bien qui a une valeur scientifique et qui est détenu par le commerçant. En cas de désaccord sur le prix, l'Institut Archéologique peut recourir à la justice.

## CHAPITRE VII

### LES PEINES

Article 71 : La personne qui détruit ou endommage délibérément les biens historiques et culturels, outre la réparation du dommage, encourt une peine d'emprisonnement d'un mois à dix ans.

Article 72 : Les personnes mentionnées aux articles 15 et 18 de la présente loi, omettant d'informer les instances compétentes de la découverte d'un bien dans les délais déterminés, encourt une peine d'emprisonnement d'une semaine à un mois ou une amende de 500 à 1500 Afghanis.

Article 73 : Lorsque le propriétaire ne prend pas le soin d'une conservation efficace des biens, ou lorsqu'ils agissent en violation de l'article 30 et qu'il en résulte un endommagement des biens, outre la réparation des dommages, il encourt une peine d'emprisonnement d'un mois à un an.

Article 74 : Lorsqu'une personne, en violation de l'article 13, exporte un bien historique et culturel ou l'emmène avec lui hors du pays, outre la confiscation du bien, elle encourt une peine d'emprisonnement de 6 mois à 3 ans ou une amende de 3000 à 5000 Afghanis.

Article 75 : La personne qui commet le vol, détournement, ou la falsification des biens appartenant aux musées ou au site des fouilles, outre le paiement du prix du bien, encourt une peine d'emprisonnement de 3 mois à 10 ans.

Article 76 : Pour les autres infractions aux principes de la présente loi, proportionnellement à la nature et à l'importance des infractions, une peine adéquate est fixée par le tribunal.

## CHAPITRE VIII

### LES PRINCIPES DIVERS

Article 77 : Sauf en application des principes de la présente loi, l'exportation des biens inventoriés lors du pays est interdite par un commerçant ou non.

Article 78 : Dans les cas et selon les conditions suivantes l'Etat peut exporter certains biens :

- 1) En vue de l'exposer dans une exposition internationale.
- 2) En vue d'une recherche scientifique en application des principes de la présente loi.
- 3) Pour réparation
- 4) En vue d'un échange contre les biens historiques et culturels des musées étrangers, après délibération du Conseil des ministres.

Article 79 : Aucun bien historique et culturel ne peut être envoyé à l'étranger s'il n'est pas couvert par une police d'assurance.

Article 80 : Les biens historiques et culturels importés par l'Etat sont exonérés du paiement des droits de douane.

Article 81 : Les personnes, les organismes scientifiques ou privés importateurs des biens historiques et culturels ont l'obligation de déposer au bureau des douanes, les biens importés et leur inventaire détaillé et recevoir un récépissé.

La direction des douanes envoie dans les meilleurs délais une copie de l'inventaire des biens à l'institut Archéologique.

L'Institut Archéologique vise et photographie dans les meilleurs délais, l'inventaire des biens susmentionnés et lors de la sortie du pays d'un bien, l'Institut Archéologique le confrontera avec l'inventaire avant d'autoriser sa sortie.

Article 82 : Si un ressortissant étranger importe un bien historique et culturel qui lui appartient en propre, est exonéré du paiement des droits de douane et autres taxes à condition de le sortir finalement du pays. En cas de vente de ces biens en Afghanistan, le propriétaire a l'obligation d'en informer préalablement la direction des douanes et l'Institut Archéologique.

Article 83 : Les conventions et les contrats bilatéraux existants relatifs aux biens historiques et culturels et dont les articles sont en contradiction avec la présente loi, sont, avec le consentement des parties, mis en conformité avec la présente loi.

Article 84 : Le Conseil des ministres soutient et autorise l'institution des associations candidates à la conservation et la préservation des biens historiques et culturels.

Article 85 : La pose et la fixation de l'original des biens historiques et culturels appartenant à l'Etat est interdit en dehors des musées y compris dans les palais et les lieux publics.

Article 86 : Pour une meilleure application de la présente loi, des règlements seront adoptés.

Article 87 : La présente loi entre en vigueur après publication au journal officiel.